



Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)
République Démocratique du Congo (RDC)

RAPPORT NARRATIF SEMESTRIEL JUILLET A OCTOBRE 2019

Titre du Programme : Gouvernance foncière, cohésion sociale, réinsertion socio-économique et prévention des Violences basées sur le Genre dans la zone prioritaire « Autour de Kitshanga » - PAMOJA KWA AMANI NA MAENDELEO	Numéro du Programme (le cas échéant) Numéro de référence du projet au MPTF : SB-008236.06
Entités participantes de l'ONU : UN-Habitat, UNFPA, UNESCO	Partenaires d'exécution : Gouvernement : MONUSCO : ONG Internationales et Nationales : Hope in Action (HIA), Women of Africa (WOA), Save Communities in Conflict (SCC)
Budget total du Programme (en USD) : 2 999 868,05 Fonds de Cohérence pour la Stabilisation : 2 999 868,05 Contributions propres : Autres Contributions :	Durée du Programme : Durée totale : 28 mois Date de démarrage : 01 Aout 2017 Date de fin : 31 octobre 2019
Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours Évaluation du rapport à mi-parcours -veuillez joindre le document le cas échéant <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Date: Évaluation finale – veuillez joindre le document le cas échéant <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Date:	Rapport soumis par : Nom : CLAUDE NGOMSI Titre : CTA a.i / RDC Organisation participante : UN-Habitat E-mail : claud.ngomsi@un.org

PARTIE 1 – LES PROGRES

Objectif Spécifique 1 - La Gouvernance foncière est améliorée

Avec les entretiens organisés dans le village de Kitshanga, 61% (35,6% Femmes et 25,4% Hommes) perçoivent que les conflits fonciers ont baissé dans leurs communautés. Ces résultats ont été atteints grâce à l'appui que le projet a apporté aux plateformes des organisations des jeunes et de femmes qui ont pris en charge les questions foncières.

Ainsi, les dotations faites à ces structures de femmes et de jeunes ont permis à ces plateformes de prendre en charge 111 conflits fonciers (74 en chefferie de Bashali et 37 dans le Bwito) et qui impliquent **750 ménages** dont 218 ménages dirigés par des hommes, 168 ménages dirigés par des femmes, 238 Jeunes Garçons, 126 jeunes Filles. Ces conflits sont de divers types (concessions avec les anciens ouvriers, successions, limites, contestation de transactions foncières, regroupements de villages etc...).

Pendant cette période, 3 conflits fonciers ont été référés par les structures de médiation aux autorités et 1 a été référé par une autorité vers les structures de médiation. Les autorités administratives (PNC) ont apporté leur soutien au processus de médiation à travers leur témoignage sur les causes de ce conflit.

Sur le plan interne, l'appui en AGRs à ces structures (BCAF (Bureau Central des Associations des Femmes, SAFDI (Synergie des Associations des Femmes pour le Développement Intégral, CAFPDI (Collectif des Associations des Femmes pour le Développement Intégral, Conseils Locaux de la jeunesse de Bashali, Mutanda et Birambizo) a permis d'atteindre cet objectif d'autant plus que les animateurs de ces structures étaient plus motivés qu'ils ne l'étaient auparavant, ont déclaré les membres de ces structures lors de la réunion organisée en octobre 2019 Cet appui a permis aussi à ces structures de déployer les équipes mobiles vers les villages lointains pour faciliter l'accès de vulnérables aux médiateurs locaux.

En exploitant les rapports fournis par les plateformes de femmes qui ont reçu l'appui du projet, les droits de la femme sont reconnus et les membres des communautés recourent aux mécanismes alternatifs de résolution pacifique de conflits.

Résultat 1.1 – La sécurisation et l'accès à la terre sont améliorés	Etat
--	------

	X	
--	---	--

Au cours de cette période, la mise en œuvre des activités du projet a permis à la circonscription foncière de Rusthuru et Masisi d'enregistrer 20 demandes de titres fonciers et celles-ci sont en cours de traitement. Ces titres fonciers sont demandés après les séances de sensibilisation faites par les plateformes des associations de jeunes et de femmes dans les chefferies de Bashali et Bwito.

Produit 1.1.1 – les capacités des populations à l'accès et à l'utilisation de la terre sont accrues

Au cours de cette période, le plan foncier du site de Katuunda a été élaboré. Ce plan permet aux communautés qui y habitent d'utiliser rationnellement leurs terres en distinguant les espaces pour les cultures, d'autres pour l'élevage et enfin des espaces dédiés à l'habitation. Pendant cette même période, 65 personnes, dont 38 hommes et 27 femmes, ont été formées sur la sécurisation foncière alternative pendant le premier semestre 2019. Pendant le deuxième semestre 2019, 4 séances de formation ont amené 20 personnes (dont 18 hommes) à commencer à solliciter les titres fonciers auprès de l'administration foncière. Ces demandeurs de titres éprouvent d'énormes difficultés liés au manque de moyens financiers et à l'insécurité mais ont déclaré être sensibilisés par les membres de structures qui ont participé aux séances de formation organisées dans le cadre du projet et cela constitue un changement, conclut le conservateur de titres immobiliers.

Une convention collective locale entre concessionnaires et 75 familles ex ouvriers a été élaborée pour règlementer l'accès à la terre dans les concessions foncières de Kahira (plus ou moins 450 HA), après, cette

convention collective a aboutis à la résolution définitive des conflits fonciers les plus complexes dans les zones de Kahira (cession définitive de 25 ha aux 75 familles anciens ouvriers). Avant cette résolution, 6 conflits fonciers ravageaient cette zone de Kahira. Il s'agit des conflits entre les populations et les concessionnaires Rukera, Eliab, Nkizinkiko, Archimède, Général Mayanga, Simeon. Actuellement, aucune violence liée au foncier n'est enregistrée dans cette zone suite à cet accord de cession des espaces de terres (plus ou moins 25 Ha) en faveur des populations.

Les femmes et autres catégories vulnérables (personnes de troisième âge et les enfants orphelins) ont accédé aux médiateurs fonciers et les solutions à l'amiable trouvées à l'issue de la médiation ont permis la relance agricole pour ces ménages vulnérables et ont renforcé la cohabitation entre les membres de la communauté. Dans le village de Kandole, les populations ont cultivé sur les 20 Ha obtenues et les cultures vivrières sont visibles sur toute l'étendue. Les 80 bénéficiaires dont 50 femmes sont des personnes sans terres et vulnérables identifiées par le comité de gestion de ce champs couvert jusque-là par un acte de cession coutumière.

Produit 1.1.2 – Les services de l'administration foncière sont appuyés

Pendant la période, la circonscription foncière de Masisi a été appuyée. Pour renforcer la capacité opérationnelle de l'administration foncière en vue d'améliorer la qualité des prestations desdits services au bénéfice de la population, des outils suivants ont été dotés à la circonscription foncière de Masisi :

1. station totale grand format TS02 pour le mesurage et repérage des points géographiques.
2. 5 GPS 64ST.
3. 4 Ordinateurs Lap Top HPi5 ;
4. 30 jalons ;
5. 3cartons papier duplicateurs A4 ;
6. 2 imprimantes multifonctionnelles canon MF 237 W ;
7. 10 mètres Rubans.

La formation sur l'utilisation de ces matériels a eu lieu au cours de l'année 2018 mais une mise à jour a été faite après la dotation lors de la dotation.

Des matériels de bureaux (chaises, tables et fournitures de bureau) ont été dotés à la brigade foncière de Kitshanga.

D'après les propos du chef de chefferie de Bashali, le changement apporté par cette dotation est la création de la confiance entre administrés et administration foncière en matière foncière. La dotation a été faite à la circonscription foncière de Masisi parce que c'est elle qui était prévue dans le projet. Néanmoins, 2 GPS 64ST.10 jalons, 5mètres Rubans ont été remis à la brigade foncière de Kitshanga au-delà des matériels pour équipements de bureau remis à cette même brigade.

Produit 1.1.3. Connaissances accrues des membres des communautés (hommes, femmes, groupes marginalisés) sur les mécanismes d'accès à la terre et de sécurisation foncière

836 personnes dont 452 femmes ont été touchées par les sensibilisations. Ces sensibilisations organisées par les structures communautaires appuyées ont permis aux personnes touchées de solliciter 20 titres fonciers en cours de traitement. Toutefois, la plupart de demandeurs n'ont pas des moyens pour accéder aux titres et d'autres éprouvent des difficultés pour atteindre facilement le bureau de l'administration foncière de Rusthuru, a déclaré le conservateur de titres immobiliers de la circonscription foncière de Rusthuru.

Le projet a permis de changer la mentalité des populations de la zone d'intervention qui savent maintenant que la sécurisation foncière passe par l'obtention de titres fonciers octroyés par l'administration foncière d'après les témoignages recueillis sur le terrain.

Quelques facteurs ont concouru aux difficultés d'accès aux titres fonciers par les populations : L'insécurité et l'éloignement des services d'administration foncière. Pendant la deuxième phase de mise en œuvre, le projet envisage d'appuyer l'installation et d'équiper les brigades foncières dans les zones éloignées des services de l'administration foncière afin de rapprocher les administrés de l'administration foncière.

XXXXX

Deux structures (SCC, la coordination foncière locale de Kitshanga) engagées dans la mise en place d'une planification foncière communautaire participative ont mené plusieurs discussions. Des questions de répartition équitable (en tenant compte des besoins en agriculture, élevage et habitation, bref les questions liées à la planification de l'utilisation des terres) des terres ont été au centre de leurs discussions. Ces discussions ont été portées devant les membres de la sous coordination foncière locale pendant deux réunions de coordination.

Le changement apporté par ces discussions a permis aux membres des structures de médiation de connaître que la question foncière n'est pas nécessairement liée aux conflits mais et surtout à la mauvaise répartition des terres et à l'absence des plans d'aménagement pour l'utilisation des sols.

Ceci fait que dans les prochaines activités de structures foncières (pendant la deuxième phase si accordée ou lors du prochain financement), les thèmes de sensibilisation et formation porteront aussi sur les thématiques liées à l'aménagement du territoire.

Produit 1.2.1 – Des structures de coordination entre l'administration foncière, les autorités coutumières et la société civile sont opérationnelles

7 plateformes de dialogue ont été appuyées pendant cette période. Il s'agit des plateformes de dialogue de femmes de Birambizo (SAFDI), plateformes de dialogue de femmes de Nyanzale (BACAF), plateformes de Femmes de Bashali (CAFPDI), plateforme de Jeunes de Bashali (CLJ Bashali), plateforme de Jeunes de Nyanzale (CLJ Mutanda), Plateforme de Jeunes de Birambizo (CLJ Birmabizo), la sous coordination foncière de Kitshanga qui ont été appuyées par le projet pour la prévention et la résolution des conflits fonciers. D'après une étude réalisée en 2019, les hommes, femmes, jeunes, différents groupes ethniques et ceux ayant une vision opposée aux questions de stabilisation sont représentés à 90%, s'expriment librement à 75%, leurs mentalités ont changé après avoir écouté les autres à 70%, leur attitude est de bonne foi à 71%, leur esprit à participer aux processus démocratiques liés à la stabilisation a changé à 50%.

Parmi les stratégies de pérennisation, les acteurs ont convenu de mettre à contribution les structures qui ont reçu les subventions dans le cadre du projet pour pérenniser les acquis après la clôture. Les équipes mobiles constituées par les médiateurs de structures communautaires pour mener des séances de sensibilisation et médiation sur les conflits fonciers seront maintenues grâce au bénéfice que leurs AGRs vont générer. Ces structures représentatives en termes d'ethnies et opérationnelles ont été renforcées dans l'objectif de mettre en place des stratégies d'exit du projet.

Les membres de ces plateformes des structures appuyées se sont rencontrés avec les acteurs étatiques dans 3 rencontres organisées à Kitshanga pour peaufiner les stratégies de pérennisation de la paix.

Pendant 2 Séances, les acteurs de paix se sont rencontrés aussi pour discuter de la gestion concertée des terres et la possibilité de mettre en place des plans d'aménagement.

Des incidents liés à la terre n'ont pas été signalés pendant la période de ce rapportage.

Au niveau local (Kitshanga), 2 réunions ont été organisées et ont réuni 16 membres des 10 structures locales de médiation, dont 7 femmes médiatrices foncières. Ces réunions portaient sur la planification de l'utilisation des terres pour prévenir les conflits fonciers.

Plus spécifiquement, des équipes mobiles ont été constituées pour résoudre les conflits se trouvant dans des zones éloignées de Kitshanga.

Produit 1.2.2 – Des conflits fonciers sont identifiés et résolus dans la zone du projet

Indicateur 1.2.2.a Nb de conflits liés à la terre ou aux ressources naturelles résolus	2 8	134	56
Indicateur 1.2.2.b Nb de structures locales de médiation de conflits fonciers appuyées par ONU-Habitat fonctionnelles dans les zones d'intervention du programme	3	10	10
Indicateur 1.2.2.c Nb d'hommes et de femmes bénéficiaire de la résolution de conflit foncier à travers les mécanismes locaux	3 1 7 (1 6 9 H et 1 4 8 F)	1776(781H, 995 F)	63 4 (3 38 H et 22 96 F)
Indicateur 1.2.2.d Nb de femme et d'homme qui recourt aux mécanismes de médiation appuyés par ONU-Habitat	4 2 1 (2 1 7 H et 2 0 4 F)	9190 (5293 H et 3897F)	84 2 (2 H et 40 8 F)

10 structures communautaires de médiation des conflits fonciers ont bénéficié d'un appui technique et matériel (7 structures) pendant cette période. L'appui de ces structures a changé la façon de travailler, car aujourd'hui elles disposent d'outils de collecte de données et d'une méthodologie surtout pour la conduite du processus de médiation. Ces structures ont changé la manière de réaliser les activités de prévention et de résolution pacifique des conflits fonciers. Avant l'appui de ces structures, les médiateurs fonciers pouvaient prendre en charge un conflit résolu par les cours et tribunaux, mais actuellement les conflits rebondis qui ont été gérés par les instances judiciaires ne sont plus gérés par ces structures qui sensibilisent maintenant les parties au conflit sur le respect des décisions judiciaires. Ces structures¹ ont organisé des activités de sensibilisation pour la prévention des violences liées au foncier en privilégiant le recours des méthodes alternatives de résolution pacifique des conflits fonciers. Les activités de ces structures ont ramené la paix au sein des communautés en conflit et le recours aux violences a été prévenu parce qu'aucun cas de violence liée au foncier n'a été enregistré. Ci-joint les réalisations de ces structures :

¹ 7 Plateformes de dialogue réellement opérationnelles : SAFDI, CLJ Birambizo tous à Birambizo ; BACAF , CLJ Mutanda tous à Nyanzale, Kikuku, Mutanda et Bualanda ; CAFPDI, CLJ Bashali tous à Kitshanga, Mweso, Pinga ; la sous coordination foncière de Kisthanga . Au-delà de ces plateformes opérationnelles, le projet a appuyé le comité mixte éleveurs et agriculteurs sur trois axes (Kitshanga Bashali, Bukombo et Nyanzale). Ces trois structures communautaires sont encore au stade embryonnaire.

- Documentation de 111 conflits fonciers qui impliquent **750 ménages** dont 218 ménages dirigés par des hommes, 168 ménages dirigés par des femmes, 238 Jeunes Garçons, 126 jeunes Filles ;
- Résolution pacifique de 45 conflits avec des accords signés (acte de compromis) par les deux parties (voir compromis). Ces conflits impliquant **375 ménages** dont 109 ménages hommes et 84 ménages femmes, 119 Garçons et 63 Filles.

Le processus de médiation prend du temps et nécessite le consentement de deux parties. Les 66 conflits fonciers n'ont pas trouvé solution à cause de certains défis comme : le forum shopping, implication des personnes hors la loi dans certains conflits, l'entêtement de certaines parties au conflit, l'absence des activités d'accompagnement judiciaires par le projet, l'insécurité dans la zone.

Sur les 111 Conflits documentés, 98 sont venues des axes secondaires ou des villages éloignés des grands centres. Sur 45 conflits fonciers résolus, 31 ont été résolus par les équipes mobiles dans les zones éloignées. La plupart des conflits résolus portent sur les successions/héritages, regroupements de villages, les contestations de transactions foncières et les limites. Les retournés constituent le gros des bénéficiaires de résolution dans ces conflits.

La leçon tirée est que la mobilité des équipes de médiateurs vers les villages éloignés constitue un remède aux conflits fonciers qui ne sont pas rapportés aux médiateurs mais aussi un salut aux plus vulnérables pour revendiquer leurs droits fonciers.

Défis et mesures de mitigation

OBS1

Défis :

- L'insécurité dans la zone d'intervention ;
- L'éloignement des services de l'administration foncière aux demandeurs de titres fonciers ;

OBS1.

Mesures de mitigation

- Le déploiement des équipes mobiles de médiateurs fonciers dans les zones éloignées pour des séances de médiations foncières en faveur de vulnérables ;
16 membres (des ethnies Hutu, Tutsi, Hunde, Nyanga) de la sous coordination foncière de Kitshanga dont 7 femmes forment ces équipes mobiles qui sont intervenues dans les villages de Butale, Kirumbu, Muhanga, Busumba, etc. Au lieu de faire les médiations foncières chaque jeudi de la semaine à Kitshanga, ces membres se sont scindés en petites équipes souvent en rotation pour des séances foraines de près d'une semaine dans différents villages cités ci haut.
- Plaidoyer auprès de l'administration pour l'installation de brigades foncières dans la zone du projet. Au cours d'une mission organisée en juillet 2019, l'équipe de SCC a rencontré le conservateur de titres immobiliers de la circonscription foncière de Rusthuru pour discuter de la possibilité de déploiement de la brigade foncière de Kikuku mais jusqu'à présent cette brigade n'est pas installée.

Coordination

OBS1.

Points faibles.

- Absence de réunions de coordination du consortium ;
- Absence d'une communication claire sur le déroulement des activités du consortium ;

OBS1.

Points forts

- Une coordination foncière locale mieux organisée dans les interventions de suivi conjoint des conflits fonciers et de partage des informations dans la zone prioritaire autour de Kitshanga. Cette coordination est composée de toutes les structures actives dans la thématique foncière en plus des autorités qui ont le foncier dans leurs attributions. Elle se réunit en principe une fois le mois et sous le lead de la chefferie de Bashali.

Encrage institutionnel

OBS1.

- Appropriation des réunions de coordinations foncières locales (le chef de chefferie est responsable de la coordination foncière de Kitshanga)
- L'appropriation des AGRs dotées aux plateformes des organisations de jeunes et de femmes par les autorités locales. Ce sont les autorités qui font le suivi du fonctionnement des AGRs dotées dans leurs entités.

Questions de genre

OBS1.

- a. Les structures de femmes et de jeunes ont été appuyées selon leurs besoins exprimées sans distinction de rôles/attributions et sexe ou autres considérations qui entravent le respect du genre. Cet appui répond aux besoins des jeunes filles et garçons qui sont membres des regroupements des femmes et des jeunes.

Leçons apprises

OBS1.

- a. Les équipes mobiles de médiateurs fonciers permettent de couvrir les zones éloignées de structures de médiations et les femmes, jeunes filles trouvent leurs droits fonciers jadis marginalisés ;
- b. La médiation foncière offre une opportunité aux personnes marginalisées de recouvrer leurs droits fonciers ;
- c. Le recours aux plateformes des organisations de jeunes et de femmes permet de pérenniser les activités des projets
- d. L'appui des structures communautaires doit être fait en fonction des besoins exprimés et les réalités locales pour éviter des pertes et dysfonctionnements des AGRs ou tout autre appui.

Pérennisation du projet.

Les plateformes des organisations de jeunes et de femmes ainsi que la coordination foncière locale ont été appuyées dans l'objectif de pérenniser les acquis du projet. Cet appui rentre dans l'objectif de mettre en place les stratégies d'exit du projet.

XXXXX

Histoires de succès

OBS1.

1. **Un** ancien chef d'un groupe armé a déclaré que l'intervention de l'ONU HABITAT a permis aux populations jadis en conflit avec les concessionnaires de Kahira, Tambi et Chungo d'être en harmonie après plusieurs années de violences qui ont endeuillé sa famille (Ses deux parents 'père et mère', sa sœur et son neveu ont été abattus dans les violences foncières de la zone). Grace au projet de Stabilisation de l'ONU HABITAT, la cohésion sociale est observée au sein des populations de Kahira, Tambi et Chungo. Il poursuit en disant que dans cette zone, les populations ne sont plus déguerpies, l'abattage de vaches ne se fait plus, les tueries ne sont plus d'actualité mais par contre, on y observe un mouvement des retournés qui rentrent dans leur lieu d'origine après plusieurs années en déplacement.

Pendant la période du rapportage, les taux de diminution des conflits inter et intracommunautaires dans la zone prioritaire autour de Kitshanga est resté statique pendant le premier semestre 2019. En effet, ces conflits ont été réduits à 72% sur les 80%² prévus à la fin du projet.

Le taux de diminution n'a pas changé car les questions ont été posées presque deux mois après celles posées en mai et juin 2019.

Toujours comme dans le premier semestre, la période de juillet à octobre 2019, des activités génératrices de revenus collectives qui rassemblent les jeunes de différentes communautés ethniques vivant dans la zone ont été organisées par les jeunes. Aussi, le projet a permis la réduction de la méfiance intercommunautaire et d'instaurer un climat de confiance entre les jeunes de différentes communautés grâce aux activités conviviales d'après les échanges eus avec les autorités locales.

Résultat 2.1 – Réinsertion socioéconomique des jeunes assurée

Etat



Plus de 80% des bénéficiaires dont 45% de jeunes filles ont réussi à fructifier leurs AGRs et se sont intégrés pleinement au sein de la communauté³

Notons que le suivi de proximité effectué depuis janvier 2019 à ce jour auprès des bénéficiaires du projet et les discussions avec le cadre communautaire sur la mise en œuvre des activités du projet, ont permis de constater encore une fois de plus le changement perceptible dans le comportement des jeunes bénéficiaires du projet avec les activités génératrices des revenus.

Au cours de ce trois mois, les AGRs collectives ont favorisé la cohésion sociale au sein des membres des différentes communautés en conflit à travers les réunions tenues autour de la gestion de leurs AGRs.

Les activités génératrices de revenus ont donc permis aux jeunes combattants de se désolidariser des groupes armés, et ont prévenu la criminalité en prônant l'auto pris en charge.

Produit 2.1.1 – Participation des jeunes à risque ciblés par le projet aux activités de réinsertion socioéconomique

Comme indiqué ci-haut, 480 jeunes, dont 295 qui ont reçu une AGR, continuent à travailler et à fructifier leurs activités. Ces jeunes disposent désormais d'une occupation rémunérée, source d'un revenu stable grâce aux interventions du projet. Les autres bénéficiaires se heurtent à des difficultés liées à l'utilisation de leur bénéfice pour survivre en dehors des AGR ;

L'accompagnement de ces jeunes vulnérables et l'encouragement fait par les partenaires de mise en œuvre leur permettent de lancer des initiatives économiques et d'améliorer leur autonomie financière.

² Voir rapport sur l'Etude de perception de Juillet 2019, enquêtes en territoire de Rusthuru. Nous avons prélevé un échantillon sur l'ensemble de la population

³ Sur 600 bénéficiaires, 480 ont fructifié leurs AGRs dans la zone du projet

Produit 2.1.2 – Des groupements d'intérêts économiques communs (GIE) sont opérationnels

La mise en place des groupements d'intérêts économiques (GIE⁴) a favorisé le renforcement des liens sociaux et la confiance intra- et inter- communautaires pendant la période de juillet à octobre 2019 (source : Propos recueillis sur le terrain lors des évaluations internes au niveau de partenaires de mise en œuvre WOA et HAI.

Résultat 2.2 – Liens sociaux entre et au sein des communautés renforcées	Etat
	

Un atelier d'échange d'expériences en matière de Consolidation de la paix entre Jeunes de la zone couverte par le projet, a été organisé par les Jeunes du Conseil Local de la Jeunesse (CLJ) de Bashali. 40 jeunes, dont 12 filles, y ont pris part. Elles sont venues des provinces du Nord-Kivu, de l'Ituri et Tanganyika. La particularité de cet atelier est qu'il a connu la participation des Jeunes des provinces de l'Ituri et de Tanganyika ; une occasion pour les jeunes de Kitshanga d'apprendre de leurs pairs sur la façon dont les autres s'y prennent pour gérer et régler les conflits communautaires, l'instabilité et les conflits prolongés dans la zone autour de Kitshanga, n'ayant pas favorisé leur plein épanouissement.

Il convient de souligner en outre qu'un Centre des Jeunes à Kitshanga a été mis en place et est effectif. Le dit Centre a été équipé par UNFPA. Ce centre constitue un lieu de rencontre entre les différents jeunes d'ethnies différentes pour discuter sur les questions liées à la paix.

Le projet a équipé en outre le centre de jeunes de Kikuku construit par Alerte international. Par ailleurs, une mutualisation des efforts a été fournie entre UNFPA et l'ONG Alerte International dans la construction du Centre des jeunes de Kikuku. Ce Centre a été équipé également par UNFPA.

Produit 2.2.1 – La confiance intra et intercommunautaire est accrue

Les activités conviviales et ludiques ont été organisées pendant le premier semestre. L'impact de ces activités a contribué de manière significative à réduire la méfiance intercommunautaire, consolider les rapports entre communautés et à instaurer un climat de confiance entre les membres de différentes communautés essentiellement pour la période d'après juin 2019.

Produit 2.2.2 – La volonté de vivre ensemble est accrue au niveau de la communauté

Les jeunes bénéficiaires utilisent les sites WhatsApp et Facebook et ont créé un véritable cadre d'échange entre jeunes bénéficiaires sur les progrès réalisés, les difficultés rencontrées et les pistes de solution. A travers ce cadre, les jeunes ont véhiculé les messages de paix entre les communautés et de cohésion sociale.

Le Centre des Jeunes de Kitshanga

L'opérationnalisation du Centre des Jeunes de Kitshanga a été un grand défi à relever dans le cadre de la mise en œuvre du projet. Les travaux de construction ont été achevés et le Centre a été équipé. Ce Centre construit, constitue un véritable cadre d'échanges formel et pacifique entre les jeunes sur les questions qui les préoccupent, et contribue ainsi à réduire les tensions entre les communautés.

UNFPA a également équipé le centre de jeunes de Kikuku construit par Alerte international.

Défis et mesures de mitigation

⁴ Les GIE sont comme les AGR collectives mais le nombre de bénéficiaires variant dans le GIE.

- L'activisme des groupes armés reste encore un grand défi rencontré par les bénéficiaires. Les groupes armés regorgent encore beaucoup de jeunes, et ces derniers constituent un danger pour les jeunes réinsérés, car leurs AGRs sont souvent confisquées au prix de leur vie.
- De l'autre côté, certains jeunes vulnérables dans la zone prioritaire autour de Kitshanga qui n'ont pas eu l'occasion d'être réinsérés, particulièrement ceux vivant dans les villages éloignés de grandes artères développent une sorte de jalousie vis-à-vis des jeunes réinsérés. A Kitshanga, les jeunes bénéficiaires ont subi des pressions de jeunes membres des groupes armés encore résiduels dans la zone.
- Comme mesure de mitigation, la construction des centres de jeunes de Kitshanga et Kikuku constitue un cadre d'échanges formel et pacifique entre les jeunes, sur les questions qui les préoccupent, et contribue à réduire les tensions entre communautés.

Coordination

Point fort

La synergie entre UNFPA et Alerte international sur la construction du centre de jeunes de Kikuku a favorisé l'efficacité et l'efficience dans la réalisation de cette activité.

Les travaux du Centre de jeunes de Kikuku sont finalisés et le Centre a été équipé par UNFPA.

Point faible

Absence d'une chaîne de Communication claire au niveau de la coordination du Consortium. ;

Le manque de professionnalisme du premier ingénieur dans la construction du centre de jeunes de Kitshanga ;

Faible communication entre UNFPA – UNHABITAT – ST, UNFPA et la communauté autour de ce centre de jeunes de Kitshanga.

Encrage institutionnel

L'implication des autorités locales et du Conseil Local de la Jeunesse (CLJ) de Bashali a permis de dénouer la crise autour du Centre de jeunes de Kitshanga.

Questions de genre

Grâce au projet, le changement de comportement entre fille et garçon afin de parvenir à plus d'égalité entre filles et garçons et à une plus grande autonomie de la jeune fille est perceptible.

Toutes les activités réalisées ont tenu compte de la dimension **genre**. Lors de l'identification et la sélection des bénéficiaires dans certaines localités comme Pinga, le pourcentage de jeunes filles sélectionnées dépasse celui des hommes.

Leçons apprises

- La réinsertion socio-économique de jeunes ex-combattants en fonction des réalités de leurs milieux mais aussi des besoins exprimés est une clé de réussite dans la stabilisation des zones en proie aux groupes armés ;
- La communication est la clé de la réussite de tout projet.

Histoires de succès

M. MAGELA membre du groupe des bénéficiaires autour d'un salon de coiffure - a déclaré que le projet de Stabilisation leur a permis d'être en paix avec les combattants des groupes armés qui menaçaient la sécurité de la zone. Il renchérit en disant que « désormais les cas d'assassinat deviennent rares dans l'agglomération de Kitshanga à cause de l'occupation donnée aux jeunes à risque ». Les revenus tirés du salon de coiffure lui assurent désormais une survie.

Objectif Spécifique 3: Niveau SGBV réduit dans les zones prioritaires

Les dernières activités ont été rapportées dans le premier semestre 2019.

PARTIE 2 – PERCEPTIONS D'IMPACT

TYPE D'IMPACT AU NIVEAU DU PROJET

L'OBS1

Pendant les trois mois de rapportage (juillet à octobre 2019), les cas de déguerpissements forcés liés au foncier de populations n'ont pas été observés. Par contre, les plateformes des organisations de jeunes et de femmes ont consolidé la paix (voir rapports d'évaluation).

La zone de Kahira qui connut des violences liées au foncier a été pacifiée et le retour de personnes en déplacement y est observé. A titre, d'exemple, un ex-combattant rencontré à Nyanzale a déclaré au cours d'une mission d'évaluation organisée par les partenaires de mise en œuvre que « leurs vies ont changé, parce qu'ils ne vivent plus dans la brousse » et que les revenus issus de leurs Groupements d'intérêt économique leur permettent de couvrir les besoins (scolarisation de leurs enfants et les soins médicaux).

OBS2

L'impact des AGR est notamment la démobilisation des groupes armés Nyatura, APCLS mais aussi l'acceptation mutuelle entre ethnies jadis en conflit.

OBS3

Des activités de sensibilisation sur la prévention des violences basées sur le genre menées avant juin 2019 ont fait que les femmes commencent à rencontrer les autorités pour leur parler des problèmes qui bloquent l'émergence de la femme dans la société.

INFLUENCE SUR LA DYNAMIQUE DES CONFLITS

L'OBS1

La résolution des conflits fonciers les plus complexes et qui déstabilisaient la zone de Kahira, Tambi, Nyabura et Chungo est une jurisprudence à la recherche de solution aux conflits fonciers emblématiques de la région. La milice Bohoza, qui était née suite aux revendications d'accès à la terre, a démobilisé grâce à l'intervention du projet.

OBS2 :

Les groupes armés ont connus des défections dans leurs rangs et d'autres jeunes ne veulent plus réintégrer les groupes armés parce qu'ils ont des AGRs.

OS3 :

La prise de conscience sur la nécessité de modifier certaines normes socioculturelles favorisant les VSBG amènent progressivement les femmes vers l'amélioration de leur statut et des conditions de vie.

ANNEXES – CADRE LOGIQUE

Notes sur le cadre logique (si nécessaire).

Les données contenues dans le cadre logique concernent toute la période du projet. A chaque période de rapportage, nous partageons aussi le cadre logique avec des données actualisées.

PARTIE 4 – EVALUATION DU RAPPORT

Fiche d'évaluation du rapport

A compléter par le Secrétariat Technique

OS	Critères d'évaluation	Evaluation et recommandations	Note
PARTIE 1 – LES PROGRES			
1	Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« évidence ») qui dérivent aussi des données collectées	<p>Le rapport a fait quelques améliorations en intégrant quelques commentaires fournis par le Secrétariat Technique. Cependant, il ne documente pas suffisamment les progrès atteints et ne donne pas suffisamment des évidences : dans la sécurisation par exemple, pas des évidences que ces résultat est atteint : Ex le rapport dit « dans ce trimestre il y a eu 20 demandes de titres fonciers et <u>sont tous en cours</u> ». Le partenaire ne montre pas non plus le progrès réalisé avec l'approche « médiation mobile ».</p> <p>En plus, le rapport ne se focalise pas aux indicateurs des résultats pour prouver les progrès réalisés, c'est le cas du Résultat 1.1 et 1.2, produit 1.1.2b, 1.1. 3, etc.</p> <p>Certains commentaires fournis par le secrétariat ou HQ n'ont pas été pris en compte. Par exemple, produit 1.1.3 : pas de renseignement sur le taux connaissance, pas de précision sur les lieux où les 20 titres ont été sollicités.</p> <p>Le partenaire, cite un de ses partenaires locaux (SCC) comme structure locale (voir Résultat 1.2). La période considérée est aussi confuse dans le rapport au niveau du produit 1.1.1 : référence au premier et deuxième trimestre de l'année 2019. Aussi, à la page 4, le rapport fait référence à une</p>	2

		<p>deuxième phase du projet, ce qui n'est pas correct sans analyse du contexte ni rapport de l'évaluation finale indépendante.</p> <p>Le cadre logique semble n'est pas être actualisé (exception faite au nombre des conflits résolus), d'où incohérence entre cadre logique et données du rapport narratif, c'est le cas au niveau des indicateurs de l'objectif spécifique 1, du Résultat 1.1. et du produit 1.2 où le rapport copie les données du cadre logique du premier trimestre (Janvier-Juin 2019).</p> <p>Des incohérences restent dans le rapport : Nombre des conflits résolus 134 au moment où le nombre des conflits documentés est de 111 (voir page 5).</p> <p>Des affirmations sont avancées dans le rapport sans évidences robustes : cas des femmes et autres catégories vulnérables qui ont eu accès à la terre et ont amélioré leurs conditions.</p> <p>Non seulement les tableaux dans le corps du texte sont sans titres et sans source, mais aussi ils ne sont pas bien organisés pour faciliter la lecture et l'exploitation et fournissent en plus des données non actualisées (Janvier-Juin 2019).</p>	
Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité		<p>Les données rapportées par le partenaire sont bien pertinentes. Cependant, elles ne sont pas logiques ni de qualité. Par ex : <i>« avec les entretiens organisés dans le village de Kitshanga, 61% (35,6% Femmes et 25,4% Hommes) perçoivent que les conflits fonciers ont baissé dans leurs communautés »</i>. Non seulement qu'il est moins logique de faire une somme des moyennes Hommes et Femmes pour avoir la moyenne globale, mais aussi dans le cadre logique ce % est de 51,2%. A certains endroits les partenaires avancent des données sans sources ni probabilité d'avoir des preuves (évidences). A d'autres endroits des % sont seulement avancés, mais il n'y a pas des notes pour faire comprendre comment ce % a été trouvé ou calculé. par exemple <i>« D'après une étude réalisée en 2019, les hommes, femmes, jeunes, différents groupes ethniques et ceux ayant une vision opposée aux questions de stabilisation sont représentés à 90%, s'expriment librement à 75%, leurs mentalités ont changé après avoir écouté les autres à 70%, leur attitude est de bonne foi à 71%, leur esprit à</i></p>	1,75

		<p><i>participer aux processus démocratiques liés à la stabilisation a changé à 50% » : Quelle étude ? menée par qui ? avec quelle méthodologie ?.....</i></p> <p>A certains endroits où c'est nécessaire, les données ne sont pas désagrégées par sexe, ethnie,.... Cas du produit 2.2.1.</p>	
L'état d'avancement du projet est comme prévu		<p>Le projet n'a pas pu terminer les activités planifiées dans le temps en dépit de l'extension reçue.</p> <p>La sécurisation foncière n'a pas eu lieu (alternative de sécurisation foncière), octroi de titres, Base de données, Cartographie de conflits fonciers, Plaidoyers de Haut niveau, Installation des brigades foncières.</p> <p>SCC a donné par exemple les chèvres à Kitshanga à quelques semaines avant la fin de l'extension. La conséquence : certaines activités ont été réalisées sans qualité ni une stratégie de clôture. Le consortium n'a pas même organisé une séance de clôture du projet pour capitalisation des leçons apprises, des bonnes pratiques et au besoin autant les bénéficiaires ont été sollicités pour le lancement, autant ils devraient s'asseoir avec le consortium pour la clôture.</p> <p>Le projet reste sans stratégie de durabilité au niveau de la communauté.</p>	1
Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc) sont traités d'une façon claire et pertinente		<p>Les éléments contextuels et transversaux sont exploités dans le rapport et même dans la mise en œuvre du projet dans l'objectif 1. Le partenaire essaie bien de faire le lead du consortium pour une bonne coordination. Cependant, du début à la fin du projet, le Lead n'a pas réellement construit une équipe du projet, ils ont travaillé comme un groupe des gens et non une équipe : il s'observe un problème d'amener tous les 3 agences membres du consortium à une bonne coordination.</p> <p>En plus, depuis le début du projet, il y a des problèmes de coordination et aucune action efficace d'amélioration n'a été prise en compte.</p> <p>Aucune stratégie « genre » ni capitalisation sur l'approche Genre développée par UNESCO. Le genre n'est pas seulement une désagréger les données quantitatives par sexe.</p>	1,5

		<p>En plus ; le projet ne s'est pas bien adapter au contexte pour relever les défis : les brigades de Kitshanga n'a pas été équipée, pourquoi équiper la circonscription foncière de Masisi, loin de Kitshanga?</p> <p>L'approche « Brigade foncière mobile » est présentée comme une mesure de mitigation et une leçon apprise. Néanmoins, l'impact et durabilité de cette approche ne sont pas documentés ni démontrés dans ce rapport.</p> <p>L'ancrage institutionnel n'est pas documenté ni réalisé car il n'y a pas collaboration avec les autorités locales. Visiblement le partenaire ne fait pas référence au COMPACT.</p>	
2	<p>Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« évidence ») qui dérivent aussi des données collectées</p>	<p>Le partenaire fait des déclarations sur le progrès réalisés, mais ces déclaration n'arrivent pas à prouver en quoi et comment les conditions socio-économiques des bénéficiaires se sont améliorées : combien de bénéficiaires qui ont pu créer d'autres AGR, qui ont pu revenir à l'école, qui ont construit des logis, qui scolarisent aujourd'hui leurs enfants grâce à l'AGR ? Pas d'analyse sur les AGR : quelle AGR a plus marché (ex : Produit 2.1.1)</p> <p>Ainsi, le partenaire semble parler des activités et moins de changement créé grâce aux activités réalisées sur terrain. (Ex : Résultat 2.1 : comment le changement du comportement a été constaté, quel lien entre AGR et l'amélioration de la cohésion sociale, lien entre AGR et désolidarisation des jeunes de Groupes armés).</p> <p>En plus, les commentaires fournis par le ST n'ont pas été pris en compte si bien que le rapport reste sans faire allusion aux indicateurs de résultat (ex produit 2.1.2 et Résultat 2.2.</p> <p>Par ailleurs, les indicateurs ne sont pas bien rapportés ni documentés dans le rapport.</p>	2
	<p>Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité</p>	<p>Certes le partenaire avance les données pertinentes, mais leur objectivité peut être mise en cause car il n'existe pas des évidences. En plus, le partenaire tait les données négatives desquelles on devrait apprendre : combien d'AGR qui n'ont pas bien fonctionné, où et pourquoi ? Quelles sont les AGR plus rémunératrices et pourquoi ? quelles sont les leçons apprises ?</p>	1

	<p>Tout est comme si le partenaire fait un suivi-évaluation des activités et moins un suivi-évaluation et apprentissage de tout le programme dans son ensemble. Les données sur le nombre des AGRs distribués et leur impact ne sont pas données si bien qu'il est difficile pour un externe de comprendre ce qui s'est passé sur terrain.</p> <p>Il manque de désagrégation de données par localisation, ethnie, sexe (ex Produit 2.1.1, produit 2.2.1). au niveau du produit 2.2.1, le partenaire fait référence aux données de la période passée (Janvier-Juin 2019) et non en concerne.</p>	
L'état d'avancement du projet est comme prévu	<p>Le consortium n'a pas même organisé une séance de clôture du projet pour capitalisation des leçons apprises, des bonnes pratiques et au besoin autant les bénéficiaires ont été sollicités pour le lancement, autant ils devraient s'asseoir avec le consortium pour la clôture.</p> <p>Le projet reste sans stratégie de durabilité au niveau de la communauté.</p> <p>Le centre de Kitshanga n'était même achevé en dépit de l'extension reçue. Il y a des incohérences entre les informations fournies dans le cadre logique et le rapport narratif. Dans le premier par exemple, il est dit que les AGR ne sont pas encore toutes distribuées au moment où dans le rapport narratif, le partenaire dit avoir tout donné.</p> <p>Le chronogramme de mise en œuvre des activités n'était pas bien respecté par le partenaire : par ex ; les téléphones ont été distribués aux bénéficiaires des AGR pour échanger sur leurs expériences dans leur business avant même de leur donner des AGR ; l'étude du marché d'identification des secteurs porteurs pour les bénéficiaires des AGR a été réalisée à la fin du projet,....</p> <p>Le partenaire n'a pas pensé n'a pas pensé à une stratégie de pérennisation des activités, raison pour laquelle il fait de ce rapport un document de plaidoyer pour la deuxième phase avant même l'évaluation finale du projet.</p>	1,5
Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc) sont traités d'une façon claire et pertinente	<p>Depuis le début du projet, il y a des problèmes de coordination et aucune action efficace d'amélioration n'a été prise en compte.</p>	1,5

		<p>Aucune stratégie « genre » ni capitalisation sur l'approche Genre développée par UNESCO. Le genre n'est pas seulement une désagrégation des données quantitatives par sexe.</p> <p>L'e partenaire ne dit pas comment a évolué les AGR selon le genre, comment les AGR ont contribué à la stabilisation dans la zone, le changement de comportement entre filles-garçon dans le sujet genre.</p> <p>L'ancrage institutionnel n'est pas documenté ni réalisé car il n'y a pas collaboration avec les autorités locales : Le partenaire ne fait pas référence au COMPACT.</p> <p>Les leçons, les défis et histoires de succès ne sont pas bien documentées, et pourtant des commentaires sur leur rédaction étaient fournis par le secrétariat technique. C'est le cas du centre de Kitshanga développé sans un ancrage communautaire et institutionnel sans suffisante implication de jeunes, sans stratégie de durabilité,... Le partenaire ne s'est focalisé qu'à l'infrastructure ; ce qui ne favoriserait pas à rendre ce centre durable et bien géré comme un « véritable cadre d'échange formel et pacifique » comme mentionné par le partenaire.</p> <p>Pour les AGRs, il s'observe également une faible implication des autorités locales dans les activités comme suivi AGRs à Kitshanga et Kikuku.</p>	
3	Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« évidence ») qui dérivent aussi des données collectées	Les rapports de l'UNESCO ont reçu 0 point, mais c'est uniquement parce qu'ils ont terminé leurs activités à temps (même plus tôt que prévu) et n'ont donc pas eu d'activités en cours au cours des 6 derniers mois de 2019, y compris la prolongation. En ce sens, leur score est plus précisément n/a.	N/A
	Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité	N/A même commentaire	N/A
	L'état d'avancement du projet est comme prévu	N/A même commentaire	N/A
	Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage	même commentaire	N/A

	institutionnel ; etc.) sont traités d'une façon claire et pertinente		
PARTIE 2 – PERCEPTIONS D'IMPACT			
	Les changements au niveau d'impact sont logiquement déduits sur la base des preuves fournies au niveau des produits et résultats des différentes composantes (objectifs spécifiques).	<p>Certes que les différentes activités qui ont été réalisées ont créé quelques changements au-delà de simples produits dans les communautés. Néanmoins, le rapport n'arrive pas à déduire l'impact ni à montrer des stratégies de durabilité et d'appropriation communautaire et institutionnelle de ces changements qui ont été réalisés.</p> <p>En plus, le projet s'approprie sans évidence et preuves certains autres changements observables sur terrain comme l'auto-démobilisation de quelques éléments armés (Bohoza, APCLS, Nyatura), la consolidation de la paix à travers des organisations des jeunes et des femmes.</p> <p>L'objectif 3 n'est pas documenté dans ce rapport.</p>	1,25
3	Les changements des dynamiques de conflit sont logiquement déduits sur la base des preuves fournies au niveau des produits et résultats des différentes composantes (objectifs spécifiques).	<p>Sur base des preuves fournies au niveau des produits et résultats des différentes composantes, des changements des dynamiques de conflit sont logiquement déduits (cas de la diminution des cas de violences et criminalités, cohésion sociale intercommunautaire, gestion pacifique des conflits,...).</p> <p>Cependant ces changements ne sont pas durables à cause d'absence de stratégies de pérennisation des activités d'un côté et l'absence de la restauration effective de l'autorité de l'Etat dans la zone de l'autre côté.</p>	1,5
PARTIE 3 : ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION			
1.	Les dépenses actuelles justifient les progrès envers l'atteinte des produits/résultats escomptés	<p>Il manque à l'exposé des motifs une section dans laquelle ils justifient tout dépassement de dépenses parmi les sept catégories budgétaires.</p> <p>Le consortium a une sous-utilisation de -68 % pour le « fournitures, produits de base, materials » et un dépassement de 145 % pour le « équipements et mobilier. Cela dépasse la flexibilité budgétaire de 20 % entre les catégories budgétaires. Ils n'ont pas fourni de justification à ce sujet dans le descriptif.</p>	1

2.	Les dépenses non-conformes au budget planifié sont justifiées correctement dans la section narrative sur le budget	Une fois de plus, unhabitat n'a pas suivi le modèle budgétaire correct. La synthèse budgétaire ne fournissant pas l'écart entre le budget prévu et les dépenses réelles. Il est donc très difficile de déterminer s'ils ont respecté la règle de flexibilité budgétaire de 20% tout au long du projet.	1
3.	Le taux de mise en œuvre est au moins de 80% permettant de déclencher la mise à disposition de la prochaine tranche.	Comme le projet est terminé, cela ne s'applique pas.	N/A
NOTE GLOBALE QUALITÉ DU RAPPORT			17/36
Commentaires généraux			